

Introduction générale

L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) est une organisation politico-militaire créée clandestinement en 1983 au Chiapas, un État du sud du Mexique, par un groupe de militants issus des mouvements révolutionnaires nés après 1968. Ils ont été rejoints progressivement par des paysans indigènes de la région avec qui ils ont organisé une insurrection armée le 1^{er} janvier 1994. Dans leur première déclaration, ils exigeaient une transition démocratique au Mexique et exprimaient leur opposition à l'Alena, l'Accord de libre-échange nord-américain entre le Mexique, le Canada et les États-Unis. Ce dernier, qui entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 1994, menaçait directement selon eux l'accès à la terre de la petite paysannerie mexicaine. L'armée zapatiste a bénéficié du soutien de milliers de personnes au Mexique et à travers le monde. Ce fut notamment le cas en 1996, lors d'une réunion internationale dans la forêt Lacandone du Chiapas, intitulée « Rencontre intercontinentale contre le néolibéralisme et pour l'humanité » qui a contribué à structurer un mouvement international de solidarité, coordonné par des rencontres physiques et des échanges virtuels, et qui est souvent considéré comme un des moments fondateurs de ce qu'on appellera plus tard « l'altermondialisme ».

Si le zapatisme représente l'un des mouvements les plus emblématiques de cette mouvance, il doit une partie de sa notoriété à ses stratégies de communication médiatique. Les leaders zapatistes, prenant acte dès les premières semaines du conflit en 1994 de l'impossibilité pour eux de vaincre sur le plan militaire au Chiapas, ont cherché à miser sur un des points faibles du gouvernement fédéral : les médias d'information, en particulier la presse écrite nationale de l'opposition et les médias étrangers. La communication de l'EZLN, prise en charge par son porte-parole le « Sous-commandant Marcos », s'est tournée rapidement vers l'accès à des médias nationaux et internationaux. Les zapatistes vont ainsi bénéficier, particulièrement dans la période 1994-1996, d'une couverture médiatique exceptionnellement ample et favorable : relayée par des organisations mexicaines et à un réseau transnational d'ONG, la guerre du Chiapas se transforma rapidement, aux dires de certains observateurs, en une « guérilla informationnelle » plus difficile à contrôler pour le gouvernement mexicain. Dans cette nouvelle configuration, la guerre ne se jouait plus tant sur le champ de bataille que dans l'espace public, dans les médias d'information et sur Internet.

Cet ouvrage propose de revenir sur les stratégies politiques et médiatiques de cette « internationale zapatiste »¹. Nous analyserons les activités déployées par ses acteurs pour construire publiquement une cause « globale » centrée sur la lutte contre la mondialisation néolibérale avant de voir comment, progressivement, le problème de la démocratisation des médias en est venu à constituer une de ses thématiques privilégiées. Comment les acteurs du réseau zapatiste sont-ils parvenus à construire et diffuser un discours de lutte contre le néolibéralisme auprès de publics géographiquement et politiquement très hétérogènes qui les ont érigés en emblème de « l'autre mondialisation » ? Comment et pourquoi la question des médias a-t-elle été inscrite dans l'agenda politique de nombre d'organisations militantes qui le composent, au point de constituer la principale activité de certaines d'entre elles ? Pour répondre à ces questions, les développements qui suivent établissent les fondements théoriques et méthodologiques de notre approche. Celle-ci mobilise les apports de trois principaux courants d'analyse de la sociologie contemporaine : l'analyse des réseaux transnationaux de militants, l'étude du répertoire médiatique des mouvements sociaux et la sociologie constructiviste des problèmes publics. Après avoir expliqué en quoi ces outils théoriques apportent un éclairage original sur la communication internationale du mouvement zapatiste, nous détaillerons la méthodologie de recherche utilisée lors d'une enquête menée entre 2006 et 2010.

Les réseaux transnationaux de militants

En quoi peut-on décrire le zapatisme comme un « réseau transnational de militants » ? Le terme de « réseau » pose en effet une série de problèmes, si l'on souhaite en faire un usage rigoureux. Premièrement, le substantif « réseau » est très polysémique. Il est utilisé aussi bien en biologie qu'en informatique, en architecture qu'en couture ou pour décrire la structure de systèmes de communication. De plus, il est souvent utilisé de façon imagée voire métaphorique : alors qu'au Moyen-âge, un « réseau » désignait un petit filet destiné à capturer certains animaux, il en est venu par analogie à désigner tout entrecroisement de voies de passage (canalisations, lignes aériennes, ferroviaires ou de télécommunication, circuits électriques, etc.). Par ailleurs, le terme est utilisé par les acteurs sociaux eux-mêmes, et il peut revêtir des connotations positives ou négatives, selon les cas. Ainsi, lorsque des groupes éparses, dont les relations sont peu structurées, se dotent ou se voient dotés du nom de « réseau », cette opération symbolique de classement contribue à les constituer mentalement en un groupe relativement unifié. Ils sont alors susceptibles d'être perçus comme ayant un plus haut degré de cohésion et de cohérence qu'ils n'en ont réellement. C'est ainsi que, dans certains discours politiques ou journalistiques, un réseau peut désigner une organisation clandestine constituée d'un certain nombre de personnes en relation directe ou indirecte les unes avec les autres (les « réseaux terroristes », les « réseaux mafieux »,

1. MARCOS S.-C., *¡Ya Basta! Vol. 2. Vers l'internationale zapatiste*, Paris, Dagorno, 1996.

les « réseaux de l'immigration clandestine », etc.). Or, si une telle appellation peut dans certains cas être justifiée empiriquement, elle ne correspond pas toujours à la réalité objective des relations mutuelles qu'entretiennent les membres des groupes ainsi qualifiés. De plus, cette catégorisation apparemment neutre contribue généralement à donner du crédit ou à jeter le soupçon sur ces groupes, ce qui peut avoir sur eux des effets bien réels.

Le terme de réseau a donc toutes les caractéristiques d'une « prénotion » qu'il convient de manier avec certaines précautions². Cependant, il présente l'avantage d'être « commode pour penser les relations transversales entre individus traversant les limites des organisations institutionnelles³ ». On peut ainsi définir en général les réseaux comme des « mouvements faiblement institutionnalisés réunissant des individus et des groupes dans une association dont les termes sont variables et sujets à une interprétation en fonction des contraintes qui pèsent sur leurs actions⁴ ».

La question est maintenant de définir plus précisément les réseaux de militants lorsque ces derniers réunissent des individus et des groupes issus de plusieurs États différents. Sidney Tarrow fournit une distinction particulièrement utile entre trois formes principales de militantisme transnational : les mouvements sociaux transnationaux, les organisations internationales non-gouvernementales et les réseaux transnationaux de militants⁵. Un *mouvement social transnational* désigne « des groupes socialement mobilisés ayant des membres dans au moins deux pays, engagés dans une interaction soutenue de contestation avec les détenteurs du pouvoir d'au moins un pays autre que le leur, ou contre une institution internationale ou un acteur économique multinational ». Ils se caractérisent ainsi par la dimension *soutenue* et *contestataire* des interactions entre les acteurs du mouvement, à la différence des actions *occasionnelles*, la simple *diffusion* de la contestation ou des relations institutionnalisées avec les organismes internationaux. Les *organisations internationales non-gouvernementales* sont formées « d'organisations indépendantes des gouvernements, composées d'une base d'adhérents originaire de plus de deux pays », largement composées d'élites, ayant des rapports plus institutionnalisés avec les acteurs multinationaux ou les institutions internationales, et qui fournissent des services à des citoyens d'autres pays. Les *réseaux transnationaux de militants*, enfin, sont des « structures informelles et changeantes par lesquelles les ONG, les militants des mouvements sociaux, les responsables gouvernementaux et le personnel des institutions internationales peuvent entrer en contact et aider des acteurs nationaux pauvres en ressources à peser politiquement au sein de leur propre société ».

2. Les « prénotions » désignent chez Émile Durkheim des « *idola*, sortes de fantômes qui nous défigurent le véritable aspect des choses et que nous prenons pourtant pour les choses mêmes » (DURKHEIM E., *Les Règles de la méthode sociologique* [1937], 5^e édition, Paris, PUF, 1990, p. 18).

3. CESARY J., « Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité », *Cultures et Conflits*, 33-34, 1999, p. 11.

4. COLONNOS A. « Sociologie et science politique : les réseaux, théorie et objet d'études », *Revue Française de Science Politique*, 1, 1995, p. 165-178.

5. TARROW S., « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, 38-39, 2000, p. 204-211.

Dans une étude publiée en 1998, Margaret Keck et Kathryn Sikkink analysent ainsi l'accroissement sans précédent des réseaux transnationaux d'organisations civiles tournées vers le changement social, au cours des dernières décennies du xx^e siècle⁶. Selon ces auteurs, de telles mobilisations seraient facilitées par un environnement marqué par la multiplication des relations transfrontalières. Des causes « globales » comme les droits de l'homme, l'environnement, ou le féminisme, peuvent ainsi se faire connaître, malgré les réticences ou la répression des États. L'émergence de ces communautés transnationales semble concomitante d'une nouvelle forme de représentation politique, qui n'est ni nationale, ni locale, ni supra-nationale : les délégués d'une ONG assureraient une forme de représentation démocratique des intérêts de groupes sociaux de plusieurs États (défenseurs de l'environnement, femmes, minorités ethniques, etc.).

Dans les années qui suivent les mobilisations de Seattle contre l'Organisation Mondiale du Commerce en 1999 et le premier « Forum Social Mondial » de Porto Alegre en 2001, une vaste littérature scientifique et/ou militante a été consacrée à l'essor de ces réseaux⁷. Selon certains observateurs, ils révélaient l'affirmation d'un nouvel acteur sur la scène internationale, tour à tour qualifié de « société civile mondiale » ou de « nouvelle internationale civile⁸ ». Cependant, ces travaux présentaient deux limites principales. La première est qu'ils s'intéressaient majoritairement à des mouvements sociaux du « Nord », reléguant au second plan les mouvements du « Sud⁹ ». La seconde est qu'ils tendaient à postuler le caractère « transnational » des réseaux militants, ce qu'il s'agissait précisément de démontrer. En effet, des études sociologiques menées sur les acteurs et les événements « altermondialistes » ont montré qu'il s'agissait de groupes principalement ancrés dans des espaces nationaux¹⁰.

La sociologie des mouvements sociaux¹¹ fournit cependant un arsenal conceptuel particulièrement riche pour étudier ces groupes contestataires de pays du « Sud » qui, à l'instar du zapatisme, se revendiquent de l'altermondia-

6. KECK M. E., SIKKINK K., *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998.

7. Voir notamment TARROW S., DELLA PORTA D., *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman and Littlefield, 2005.

8. CAMEL L., « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 151-153, POULIGNY B., « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une "internationale civile" », *Critique Internationale*, 13, 2001, p. 163-176, SOMMIER I., *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Champs, 2003.

9. Pour contrecarrer cette tendance, un numéro spécial de revue a ainsi été consacré en 2008 aux « altermondialismes oubliés » dans le bassin méditerranéen (*Cultures et conflits*, 70, 2008).

10. GOBILLE B., « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », *Critique internationale*, 27, 2005, p. 131-145, SOMMIER I. et al., « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian », *Politix*, 17/68, 2004, p. 13-48. Pour des études consacrées plus spécifiquement à l'altermondialisme français, voir AGRIKOLIANSKY E., FILLIEULE O., MAYER N., *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, AGRIKOLIANSKY E., SOMMIER I. (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second forum social européen*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2005.

11. Pour des synthèses, voir NEVEU E. *Sociologie des mouvements sociaux* (1996), 3^e édition, Paris, La Découverte, Repères, 2002, FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY E., SOMMIER I., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, Recherches, 2010.

lisme et cherchent des alliés au « Nord », tout en se mobilisant principalement à l'échelle nationale. Schématiquement, ces travaux peuvent être rangés en trois catégories. Une première catégorie regroupe les travaux qui insistent sur l'importance des variables structurelles pour expliquer l'émergence des mouvements sociaux, autour du concept de « structure des opportunités politiques¹² ». Un second ensemble réunit les études qui montrent le rôle déterminant joué par les interactions symboliques entre les acteurs qui contribuent à définir des « cadres de mobilisation¹³ ». Une troisième série rassemble les analyses mettant l'accent sur les pratiques et stratégies de mobilisation, autrement dit leur « répertoire d'action collective¹⁴ ».

Ces approches ont été intégrées dans un modèle explicatif cherchant à saisir ensemble les variables contextuelles, les croyances et discours des acteurs, ainsi que leurs pratiques militantes : le « modèle du processus politique ». Ce modèle a été élaboré initialement par Doug MacAdam à partir d'une étude sur le mouvement des droits civiques aux États-Unis¹⁵. Il met l'accent sur le rôle central des « processus interprétatifs » dans les mouvements sociaux, qui permettent aux acteurs de percevoir des menaces ou des opportunités pour leur action. Il montre cependant qu'ils sont provoqués autant qu'ils provoquent des changements dans la structure des opportunités politiques et l'action collective des élites et des « challengers ». Ces derniers procèdent à des processus interprétatifs en réponse à de larges processus de changement comme des guerres, l'industrialisation, des réalignements dans la politique internationale, des pressions politiques concertées d'acteurs internationaux, des crises économiques, des transformations démographiques, etc.¹⁶.

Dans quelle mesure le modèle du processus politique peut-il être utilisé pour étudier un réseau transnational de militants tel que le zapatisme ? À partir d'une étude sur les mouvements sociaux en France, Charles Tilly suggère l'émergence, à la fin du xx^e siècle, d'un répertoire d'action collective, distinct du répertoire « local et patronné » (qui domine entre 1650 et 1850) et du répertoire « natio-

12. Le concept de « structure des opportunités politiques » désigne l'ensemble des facteurs externes à un mouvement social qui favorisent (structure ouverte) ou freinent (structure fermée) l'émergence de mobilisations collectives (MATHIEU L., « Contexte politique et opportunités », in O. FILLIEULE *et al.* (dir.), *Penser les mouvements sociaux...*, *op. cit.*, p. 39-54).

13. Le concept de cadre de mobilisation rend compte des « schèmes d'interprétation qui permettent à des individus de localiser, percevoir, identifier et étiqueter des événements dans leur espace quotidien et le monde en général, et qui contribuent à les guider dans leurs actions et dans leurs interactions » (CONTAMIN J.-G., « Cadres et luttes de sens », in O. FILLIEULE *et al.* (dir.), *Penser les mouvements sociaux...* *op. cit.*, p. 55-75).

14. Un répertoire d'action collective désigne chez Charles Tilly « des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés », comme la manifestation, la grève, l'occupation de locaux, etc. Ces moyens d'action collective se transforment au gré des mutations des structures étatiques et de l'économie capitaliste (TILLY C., *La France contestée de 1600 à nos jours*, trad. Éric Diacon, Paris, Fayard, coll. « L'espace du politique », 1986).

15. McADAM D., *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1999.

16. McADAM D., McARTHUR J. D., ZALD M. Y. (ed.), *Comparative perspectives on social movements. Political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, Cambridge, Cambridge studies in comparative politics, 1999.

nal et autonome » (caractéristique de la période 1850-1980)¹⁷. Ce répertoire de « troisième génération » serait caractérisé par son caractère « transnational et solidariste ». Johanna Siméant montre l'intérêt et les limites de ce modèle, qui a trouvé un de ses terrains d'élection privilégié dans l'étude des mobilisations « altermondialistes¹⁸ ». D'un côté, il permet de montrer l'importance du rôle des médias, de l'expertise, d'Internet, des formes délibératives, des organisations internationales et des forums internationaux, ou des événements para-militants¹⁹ dans la construction de réseaux de solidarité internationaux. D'un autre côté, il tend à être trop exclusivement centré sur le rôle des ONG (en reléguant au second plan d'autres acteurs des mobilisations), à ne pas tenir compte d'événements militants (tels que les contre-sommets), et surtout à universaliser à tous les contextes (démocraties ou régimes autoritaires, économie de marché ou planifiée, etc.) l'usage d'un concept réservé initialement au seul cas français²⁰.

On peut formuler ainsi, par une alternative, la question de recherche que ce concept permet d'explorer : « envisager l'avènement d'un troisième répertoire transnational suppose qu'il s'agit d'un répertoire mondial (ce serait ambitieux) alors même que les espaces étatiques n'ont pas disparu, soit implique que l'on spécifie mieux à quel espace politique il s'applique²¹ ». C'est dans la perspective d'une sociologie critique de la mondialisation et des processus transnationaux²² que nous reviendrons dans la première partie de cet ouvrage sur les conditions politiques à la fois nationales et internationales qui ont contribué à l'émergence du zapatisme mexicain à partir du milieu des années 1990, et sur les effets des recadrages de cette « cause » sur son réseau transnational de soutien.

Le répertoire médiatique des mouvements sociaux

Le deuxième outil d'analyse qui nous servira dans cette étude est le concept de « répertoire médiatique » des mouvements sociaux. La plupart des travaux de sociologie des mouvements sociaux ont souligné le rôle des médias d'information et de communication dans leur genèse et leur développement, qu'il s'agisse des mouvements ouvriers, nationalistes, féministes, environnementaux, pacifistes, religieux, anti-autoritaires ou encore de défense des droits de l'homme²³. Les

17. TILLY C., *La France...*, *op. cit.*

18. SIMÉANT J., « La transnationalisation de l'action collective », in O. FILLIEULE *et al.* (dir.), *Penser les mouvements sociaux...*, *op. cit.*, p. 140-144.

19. Par exemple les « concerts solidaires » pour récolter de l'argent contre la famine ou sensibiliser l'opinion publique sur la question de la dette du tiers monde.

20. En comparant les données historiques recueillies dans le cas de la France avec des données tirées du cas britannique, Charles Tilly suggère cependant que les évolutions constatées dans un cadre national peuvent, jusqu'à un certain point, s'observer dans d'autres pays (TILLY C., « Les origines du répertoire d'action collective en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, 4, 1984, p. 89-104).

21. SIMÉANT J., « La transnationalisation... », *op. cit.*

22. SWANN (De) A., « Pour une sociologie de la société transnationale », *Revue de synthèse*, 4/1, 1998, p. 89-111, LECLER R., *Sociologie de la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2013.

23. ANDERSON B., *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte & Syros, 2002, VAN ZOONEN L., « The Women's movement and the media: constructing public identity », *European Journal of Communication*, 7/4, 1992, p. 453-476, GAMSON W. A., WOLFSFELD G.,

médias contribuent en effet à ouvrir ou fermer la structure des opportunités politiques selon la couverture plus ou moins ample et favorable qu'ils donnent aux revendications et actions d'un mouvement²⁴. De plus, la prise en compte de la contrainte médiatique est désormais partie intégrante du travail militant de définition des cadres de mobilisation et du répertoire d'action collective²⁵. Enfin, l'internationalisation des réseaux de communication a contribué à fournir de nouvelles ressources aux groupes qui sont en mesure de les utiliser²⁶.

On peut définir un « répertoire médiatique » comme « le répertoire composé des formes d'action destinées à attirer les médias ou celles visant à construire ses propres moyens de communication²⁷ ». Deux volets complémentaires d'un répertoire médiatique peuvent ainsi être distingués. Le premier consiste à rechercher une couverture ample et favorable des médias existants, alors que le second vise, par anticipation, une meilleure maîtrise de la réception médiatique par la création de médias « alternatifs ». Cette distinction permet à la fois de saisir de façon « relationnelle » l'un des enjeux politiques que constituent les médias pour les mouvements sociaux et de contribuer à « casser la perception d'une relation duale entre médias et mouvements sociaux²⁸ ». Cependant, la plupart des études consacrées au sujet ont eu tendance à penser séparément les deux volets de ce répertoire - la séduction des médias de masse et la création de réseaux médiatiques autonomes - au lieu de les penser conjointement.

Diversement qualifiés, selon les contextes et les locuteurs, de médias alternatifs, radicaux, citoyens ou communautaires, les médias produits par des groupes militants sont ainsi le plus souvent définis comme des instruments d'information et de communication « autonomes », au sens où ils seraient à la fois « produits en dehors des institutions et réseaux des médias dominants (*mainstream media*)²⁹ » et indépendants de l'État et du secteur privé³⁰. De telles définitions semblent laisser la proximité idéologique voire la fascination pour l'objet d'étude, prendre le pas sur le travail d'objectivation scientifique³¹. Au nom de l'impératif politique de lutte contre les formes de violence ou d'exclusion symbolique exercées par

« Movements and Media as Interacting Systems », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 528, 1993, p. 114-125, GITLIN T., *The Whole World is Watching. Mass Media in the Making & Unmaking of the New Left*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1980.

24. SAMPEDRO V., « The Media Politics of Social Protest », *Mobilization: An International Journal*, 2/2, 1997, p. 185-205.

25. CHAMPAGNE P., *Faire l'opinion*, Paris, Éditions de Minuit, 1990, MARCHETTI D., « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites. L'exemple d'Act-Up-Paris », in CURAPP, *La Politique ailleurs*, Paris, PUF, 1998, p. 277-297.

26. MATTELART A., *La Communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte/Poche, coll. « Sciences Humaines et Sociales », 1992.

27. OLLITRAULT S., « De la caméra à la pétition-web. Le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux*, 98, 1999, p. 159.

28. NEVEU E., « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98, 1999, p. 17-85, p. 38.

29. COULDRY N., ATTON C. (dir.), « Alternative media » *Media, Culture and Society*, 25, 2003, p. 580.

30. LANGLOIS A. DUBOIS F., *Médias autonomes. Nourrir la résistance et la dissidence*, Montreal, Lux Editor, 2006, p. 9.

31. FERRON B., RODRIGUEZ C., SHAMAS K., « Four Challenges in the Field of Alternative, Radical and Citizens' Media Research », *Media, Culture & Society*, 36/2, p. 150-166.

les médias de masse, la reprise savante des catégories de l'entendement militant (notamment l'opposition entre médias dominants et médias alternatifs) est devenue une pratique routinière et largement indiscutée dans le microcosme des chercheurs spécialisés sur ces médias. La mettre en question, au nom d'une exigence de scientificité, risque même d'apparaître comme une entreprise suspecte, ou tout simplement la preuve d'une posture académique orthodoxe. Trois raisons plaident néanmoins pour l'ouverture d'un tel questionnement.

Premièrement, la réduction de ces « médias des mouvements sociaux³² » à de simples instruments techniques d'information et de communication constituerait une erreur d'analyse. Il est nécessaire en effet de rapporter les instruments techniques à des relations sociales³³, c'est-à-dire de faire passer l'analyse des « médias » d'une approche de sens commun essentiellement fondée sur une vision instrumentale des instruments (selon laquelle ils ne seraient que des outils neutres de l'expression d'opinions préconstituées), à une approche qui leur donne un statut d'objet politique et une fonction d'objectivation de relations sociales et politiques historiquement situées³⁴. Ce changement de problématique replace au centre de l'étude du phénomène les relations structurées entre les groupes qui produisent ces médias et ceux qu'ils médiatisent, qu'il s'agisse des relations relativement symétriques avec les groupes dominés qu'ils « équipent » en technologies médiatiques, ou des relations relativement asymétriques avec les groupes dominants non seulement du champ politique et économique, mais également médiatique³⁵.

Deuxièmement, d'un point de vue sociologique, la question n'est pas de déterminer normativement si ces médias remplissent ou non leurs promesses d'émancipation collective par rapport aux médias « conventionnels³⁶ », mais d'observer dans quelle mesure le processus de division du travail de médiatisation des mouvements sociaux contribue à produire de nouveaux rôles différenciés pour les militants et si cette différenciation a des effets, non seulement sur la production et la diffusion des messages, mais sur la relation entre ces amateurs et les professionnels des médias³⁷. C'est dans cette perspective, par exemple, que Chris Atton insiste sur la nécessité de distinguer les *attitudes politiques* des *positions sociales* des différents acteurs qui participent à l'économie de production et de diffusion des médias « alternatifs » (rédacteurs, éditeurs, imprimeurs, distributeurs, libraires, lecteurs, etc.)³⁸. Cette distinction permet, en effet, d'éviter d'aborder ces médias

32. DOWNING J. D. H., *Encyclopedia of Social Movement Media*, Sage Publications, Reference, Thousand Oaks, London, New Delhi, Singapore, 2010.

33. GARRIGOU A., « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, 22, 1993, p. 5-42.

34. RIEFFEL R., *Que sont les médias? Pratiques, identités, influences*, Paris, Gallimard, 2005.

35. NEVEU E., *Sociologie du journalisme*, Paris, Repères, La Découverte, 2001.

36. RODRIGUEZ, C., *Fissures in the Mediascape. An international study of citizen's media*, Cresskill, New Jersey, Hampton Press Inc., 2001.

37. FERRON B., HARVEY N., TREDAN O. (dir.), *Des amateurs dans les médias. Légitimités, autonomie, attachements*, Paris, Presses des Mines, 2015 (sous presse).

38. ATTON C., *Alternative Media*, London, Thousands Oaks and New Delhi, Routledge, Sage Publications, 2002, ATTON C., *An Alternative Internet*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2004.

comme de simples instruments techniques de diffusion de savoirs et de savoir-faire politiques contestataires. Il s'agit de les considérer comme des micro-univers sociaux dans lesquels non seulement des savoirs et savoir-faire sont produits et circulent, mais qui favorisent des interactions et des synergies concrètes entre leurs producteurs et leurs récepteurs. L'auteur analyse ainsi ce jeu de relations où les « médias alternatifs » permettent des modes d'acquisition « hérétique » du capital culturel, et la formation autodidacte d'intellectuels critiques que leur *habitus* rend particulièrement peu disposés à accepter sans résistance les normes de classement et de perception dominantes du monde social³⁹. La résistance symbolique des « médiactivistes⁴⁰ » peut ainsi se manifester par des ruptures avec les manières socialement *normales* de faire fonctionner un « média » (absence de rédacteur en chef, de publicité, de salariés, styles rédactionnels hors-normes, etc.), ou encore des pratiques contestataires qui s'apparentent à des formes « d'exercice illégal » de la politique ou du journalisme (graffitis, occupations de l'espace public, attaques *ad hominem*, etc.). Dans tous les cas, néanmoins, ces pratiques comportent une dimension *distinctive* (consciente ou non) à l'égard de celles qui prévalent dans les entreprises médiatiques dominantes⁴¹, que l'on ne peut évacuer du cadre de l'analyse sans risquer de procéder à une reprise savante des croyances des acteurs dans « l'indépendance » de leurs organisations

Troisièmement, la plupart des études existantes ne s'interrogent pas sur la question de savoir à quels types d'individus et de groupes sociaux le chercheur a affaire lorsqu'il étudie la « communication alternative » de groupes militants⁴². Au-delà des *propriétés techniques* des outils de communication et d'information (dont on oublie trop souvent la proximité ou la distance qu'elles entretiennent avec les *propriétés sociales* des agents⁴³), et au-delà des discours que les militants diffusent sur ou dans leurs publications (qu'on ne peut non plus artificiellement détacher des univers sociaux dans lesquels ils sont produits), qui sont les acteurs du répertoire médiatique des mouvements sociaux? Quelles sont les trajectoires sociales des agents qui en viennent à s'investir dans cette forme de militantisme, et plus précisément quelles relations entretiennent-ils avec les champs professionnels de la politique et du journalisme? Où, quand et dans quelles conditions concrètes travaillent-ils collectivement? Seule une analyse sociologique articulant des entretiens biographiques et des observations *in situ* de leur travail au quotidien permet de comprendre en profondeur le sens que les agents confèrent à cet engagement dans la production d'information militante.

39. BOURDIEU P., *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil, 1994.

40. CARDON Dominique, GRANJON Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presses de SciencesPo., coll. « Contester », 2010.

41. BOURDIEU P., *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Le sens commun, Les Éditions de Minuit, 1979.

42. Voir à titre d'illustration : ALLAN S., THORSEN E. (ed.), *Citizen Journalism. Global Perspectives*, Peter Lang Publishing Inc., New York, 2009, COULDRY N., CURRAN J. (ed.) *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003, MARÍ SÁEZ V. M. (coord.), *La Red es de todos. Cuando los movimientos sociales se apropian de la Red*, Rompeolas, Madrid, Editorial Popular, 2004.

43. MATTELART A., PIEMME J.-M., « New means of communication: new questions for the left », *Media, Culture and Society*, « Alternative Media », 2/4, octobre 1980, p. 321-338.

En définitive, une analyse relationnelle du répertoire médiatique des mouvements sociaux suppose de penser conjointement les stratégies de pénétration des médias conventionnels et de production de réseaux médiatiques autonomes. Une telle approche exige de tenir à distance à la fois les approches centrées sur une vision instrumentale des instruments, et celles qui sont centrées exclusivement sur la force intrinsèque des idées dissidentes. Notre analyse du répertoire médiatique du réseau transnational zapatiste, présentée dans la deuxième partie de l'ouvrage, cherchera précisément à éviter ces deux écueils.

La construction des problèmes publics internationaux

Le troisième outil d'analyse que nous mobiliserons dans l'ouvrage est la sociologie de la construction des problèmes publics. Ce courant cherche à montrer qu'un « problème public » ne se donne jamais à observer comme une réalité objective mais qu'il est toujours le fruit d'une « construction » sociale et historique. On peut définir un problème public comme « la transformation d'un fait social quelconque en enjeu de débat public et/ou d'intervention étatique⁴⁴ ». Un problème public n'accède pas mécaniquement au statut de problème de société (relayé par des représentants politiques ou les médias d'information par exemple) en raison de sa gravité objective, mais à la suite de mobilisations de groupes sociaux et de la construction d'un discours permettant d'identifier un problème, de désigner ses responsables et de proposer des solutions⁴⁵. En ce sens, les mouvements sociaux peuvent être considérés comme des « entrepreneurs de problème public », notamment lorsqu'ils cherchent à faire entendre leurs revendications dans les médias : ils jouent un rôle dans l'essor et le déclin de certains problèmes dans différentes « arènes publiques⁴⁶ ». À travers leurs mobilisations, les militants sont ainsi engagés dans des luttes visant à la propriété légitime de certains problèmes⁴⁷ – comme le montre par exemple le cas des mouvements écologistes⁴⁸ ou de solidarité internationale avec le tiers-monde⁴⁹.

Peter Berger et Thomas Luckmann analysent dans une perspective « constructiviste » les dynamiques paradoxales d'institutionnalisation des discours de

44. NEVEU E. « L'approche constructiviste des "problèmes publics". Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Études de communication*, 22, 1999, p. 41.

45. FELSTINER W. F., ABEL R., SARAT A., « The emergence and transformation of disputes: naming, blaming, claiming », *Law and Society Review*, 15, 1980, p. 630-654.

46. Une arène publique désigne un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lequel des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses politiques ou juridiques aux problèmes qu'elles soulèvent (HILTGARNER S., BOSK C., « The rise and fall of social problems: a public arenas model », *American Journal of Sociology*, 94/1, 1988, p. 53-78).

47. Les « propriétaires de problèmes publics » sont des groupes qui disposent d'une « capacité à créer ou à orienter la définition publique d'un problème » dans les arènes de l'opinion publique, du débat public et de l'action publique (GUSFIELD J., *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique* (1981), Paris, Economica, 2009, p. 10).

48. MATHES R., PFETSCH B., « The role of the alternative press in the Agenda-building Process: Spill-over Effects and Media Opinion Leadership », *European Journal of Communication*, 6, 1991, p. 33-62.

49. BOB C., *The Marketing of Rebellion. Insurgents, Media and International Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

contestation de l'ordre social. L'institutionnalisation désigne chez eux un processus dans lequel « des classes d'acteurs effectuent une typification réciproque d'actions habituelles⁵⁰ ». Lorsqu'un groupe suffisamment nombreux en vient à partager une définition alternative de la réalité, il peut en effet se produire un processus de fixation qui défie la légitimité de l'univers symbolique dominant. Dès lors, ces « hérétiques » font peser non seulement une menace théorique sur cet univers, mais également une menace d'ordre pratique sur l'ordre institutionnel. Les détenteurs des définitions « officielles » de la réalité emploient alors diverses procédures de répression et mettent en mouvement différentes machineries conceptuelles, destinées à maintenir l'univers « officiel », malgré le défi des hérétiques.

Cependant, si les définitions alternatives de la réalité possèdent un potentiel d'auto-accomplissement, existe-t-il des conditions favorables à l'objectivation d'un discours politique dominé? Selon Pierre Bourdieu, « la force d'un discours dépend moins de ses propriétés intrinsèques que de la force mobilisatrice qu'il exerce c'est-à-dire, au moins pour une part, du degré auquel il est reconnu par un groupe nombreux et puissant qui se reconnaît en lui et dont il exprime les intérêts (sous une forme plus ou moins transfigurée et méconnaissable)⁵¹ ». Ainsi, l'accumulation et la conservation du capital politique, extrêmement instable, « ne peut être conservé qu'au prix du travail de tous les instants qui est nécessaire pour accumuler le crédit et pour éviter le discrédit⁵² ». À ce titre, les entreprises politiques hétérodoxes (comme celle qui nous intéresse ici) sont prises dans une contradiction pratique liée à leur position dominée dans le champ politique: les « entrepreneurs d'utopies » n'agissent jamais dans un vide social: ils sont constamment pris dans une contradiction pratique entre la révolution, forcément partielle, des avant-gardes et la contestation, institutionnellement impossible, des *outsiders*.

Dès lors, la question de la délimitation des frontières du champ politique est elle-même un enjeu de luttes entre les agents: ceux qui occupent des positions dominantes ont un intérêt à augmenter le coût d'entrée pour les nouveaux entrants (pour conserver une structure du champ qui leur est favorable), tandis que les agents qui occupent des positions dominées ont davantage intérêt à se lancer dans des stratégies de redéfinition de ses frontières légitimes et de renversement des hiérarchies institutionnalisées (pour transformer une structure du champ qui leur est défavorable). Cette perspective offre des hypothèses de recherche stimulantes pour comprendre le processus de construction du problème de la « mondialisation néolibérale » par le réseau transnational de militants zapatiste. La question est en effet de savoir quelles ressources extérieures au champ du pouvoir national, les agents peuvent mobiliser pour renforcer la légitimité et le poids de leurs prises de positions hétérodoxes.

50. BERGER P., LUCKMANN T., *La Construction Sociale de la Réalité*, Paris, Armand Collin, 2002, p. 78.

51. BOURDIEU P., *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 13.

52. *Ibid.*, p. 18.

La plupart des travaux sur la construction des problèmes publics se sont en effet limités à des études de cas nationales, ou bien à la comparaison de cas nationaux indépendants les uns des autres, sans prendre en considération les processus de diffusion internationale des problèmes⁵³. Un problème public peut pourtant être qualifié « d'international » au moins en trois sens différents : au sens où sa prise en charge se fait dans plusieurs pays simultanément de manière indépendante ; au sens où il fait l'objet d'une prise en charge simultanée en raison de sa diffusion internationale d'un pays à un autre ; au sens enfin où il fait l'objet d'une prise en charge par des organismes internationaux.

Dans ces différents cas de figure, l'analyse doit porter sur les « carrières internationales » des problèmes⁵⁴. Ainsi, Herbert Blumer considère que les processus de définition collective des problèmes sociaux déterminent une « carrière » typique de ces problèmes qu'il divise en cinq étapes principales : 1/ l'émergence d'un problème social ; 2/ La légitimation du problème ; 3/ La mobilisation de l'action ; 4/ La formation d'un plan officiel ; 5/ La mise en place du plan officiel⁵⁵. Si tous les problèmes sociaux suivent, selon lui, ces différentes étapes, le passage d'une étape à l'autre est un processus hautement complexe et sélectif – une remarque valable *a fortiori* pour les problèmes qui s'internationalisent. Certains problèmes ne parviennent pas, en effet, à passer à l'étape suivante. C'est ce que Blumer appelle la « contingence », c'est-à-dire un point d'embranchement entre deux stades adjacents de la carrière d'un problème. Ainsi, toutes les situations sociales dangereuses ou menaçantes ne sont pas reconnues comme des problèmes (passage de l'étape 1 à 2). Ensuite, tous les problèmes sociaux constitués ne s'imposent pas nécessairement comme un problème majeur dans la conscience publique (étape 2 à 3). Enfin, ce n'est pas par ce qu'un plan officiel d'action est lancé qu'il va nécessairement résoudre le problème (étape 5 à +).

Malcom Spector et John Kitsuse considèrent néanmoins que le modèle de Blumer ne tient pas compte du fait que, lorsqu'un plan officiel d'action est lancé (on pensera ici aux négociations entre l'EZLN et le gouvernement mexicain, analysé au chapitre 2), il peut susciter de nouvelles mobilisations collectives qui cherchent à défendre ou à contester la validité de ce plan. Les auteurs proposent donc d'aller au-delà de ce que Blumer considère comme une étape finale, soulignant par là que, dans certains cas, les groupes mobilisés peuvent vouloir passer par d'autres canaux que les institutions officielles pour résoudre les problèmes sociaux. Ils proposent ainsi le concept de « problèmes sociaux de deuxième génération » à travers un modèle complexifié.

53. BEST J. (ed.), *How Claims Spread. Cross-National Diffusion of Social Problems*, New York, Aldine de Gruyter, 2001.

54. Le cas de la carrière du problème de la « diminution de la biodiversité » au xx^e siècle, pris en charge à la fois par des États et des organisations internationales, montre que cette distinction est d'abord analytique (BONNEUIL C., FENZI M., « Des ressources génétiques à la biodiversité cultivée. La carrière d'un problème public mondial », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 5/2, 2011, p. 206-233).

55. BLUMER H., « Les problèmes sociaux comme comportements collectifs (1971) », trad. français L. Riot, *Politix*, 17/67, 2004, p. 185-199.

Les deux premières étapes reprennent les modèles antérieurs et constituent des problèmes sociaux de « première génération ». L'émergence des problèmes sociaux correspond à une étape durant laquelle les groupes essaient d'affirmer l'existence d'une situation quelconque, définie comme à risque, dangereuse ou de quelque façon que ce soit indésirable, de publiciser ces assertions, de stimuler des controverses et de créer un enjeu public ou politique à ce sujet. Elle peut être suivie d'une deuxième phase de reconnaissance et de prise en charge institutionnelle des problèmes sociaux, qui favorise la reconnaissance de la légitimité de ces groupes par des organisations, des agences, des institutions officielles. Cette reconnaissance peut conduire à une enquête officielle, à des propositions de réformes, à la mise en place d'une agence destinée à répondre à ces revendications et demandes. Cependant, la carrière du problème ne s'arrête pas nécessairement à ce stade.

Les deux dernières phases du modèle décrivent ainsi des processus non pris en compte jusque-là, que Spector et Kitsuse appellent des problèmes sociaux de « deuxième génération ». La troisième étape correspond à la réémergence des problèmes sociaux, c'est-à-dire la reformulation des revendications et des demandes par le groupe initial (ou les groupes initiaux) ou bien par d'autres groupes. Ces groupes expriment leur insatisfaction vis-à-vis de la pertinence des procédures bureaucratiques choisies pour résoudre le problème, la gestion administrative des plaintes, l'incapacité à produire des conditions de confiance dans les procédures, et le manque de sympathie à l'égard des plaignants. Enfin, la quatrième phase est marquée par le rejet par les groupes de plaignants des réponses de l'agence ou de l'institution (ou de l'absence de réponse à leurs demandes et revendications) et le développement d'activités visant à créer des institutions alternatives, parallèles, ou des contre-institutions afin d'apporter des réponses aux procédures établies.

C'est à travers ce cadre d'analyse que nous nous apprêhenderons deux processus étroitement liés dans la genèse et la diffusion internationale de la « cause zapatiste » : la construction d'un problème politique international (la mondialisation néolibérale) et l'émergence d'un problème public de « deuxième génération » (la démocratisation des médias).

Méthodologie d'enquête

Notre étude repose sur une méthode consistant à utiliser plusieurs démarches dans la collecte des données. Les recherches de terrain ont consisté en un séjour de recherche de trois mois au Mexique (février-mai 2006) complété par des entretiens téléphoniques sur la période 2007-2010. Les entretiens ont été accompagnés par la distribution d'un questionnaire et des phases d'observation participante dans deux collectifs de militants zapatistes des médias. Enfin, une analyse quantitative et qualitative d'un corpus documentaire a été menée.

Une première série de recherches préliminaires sur Internet a été réalisée en mars 2005 et janvier 2006. Ces recherches visaient à repérer quelques-uns des producteurs d'information alternative pro-zapatistes les plus « populaires »

sur le Web au Mexique. L'analyse des liens hypertextes entre ces sites a permis d'identifier les principaux groupes qui allaient faire l'objet de l'enquête. Ces derniers ont été sollicités par email pour des entretiens, demandes qui ont obtenu une réponse positive la plupart du temps.

Trente-trois entretiens semi-directifs et compréhensifs, d'une durée moyenne d'une heure trente, ont été réalisés. Sept retranscriptions d'entretiens ont été aimablement communiquées à l'auteur par une étudiante qui travaillait sur le mouvement zapatiste, soit un total de quarante entretiens au Mexique, en France et aux États-Unis⁵⁶. Les entretiens ont été réalisés, selon les cas, en anglais, en espagnol ou en français. La majorité d'entre eux ont été retranscrits intégralement, certains partiellement.

Deux terrains ont été privilégiés au Mexique : Mexico et San Cristóbal de las Casas. À San Cristóbal de las Casas, les entretiens ont été menés auprès de responsables des services de communication d'ONG (*Frayba*, *Melel Xojobal*), une salariée chargée de l'observation des violations des droits de l'homme dans les communautés indigènes du Chiapas (*Sipaz*), un militant d'*Indymedia Chiapas*, et un salarié de *Promedios de Comunicación Comunitaria*⁵⁷.

La plupart des autres entretiens ont été réalisés auprès de médias proches de la mouvance zapatiste à Mexico (*Rebeldia*, *Radio Zapote*, *KeHuelga Radio*, *AMARC-Mexico*, *La Voladora Radio*, *Comunicación Comunitaria*, *CSL-RFM*, *CML-DE*, *Machetearte*, *APIA*, *Radio Sabotaje*, *AIRE*, *LaNeta*, *Chiapas*). Un entretien a été réalisé avec l'ancien directeur du *Centro de Video Indígena*, à Oaxaca et co-fondateur de *Ojo de Agua Comunicación*. Enfin, une série d'entretiens complémentaires (la plupart téléphoniques) ont été conduits auprès de militants situés dans deux pays étrangers : les États-Unis (n = 7) et la France (n = 4)⁵⁸.

56. Que Camille Rouxel, étudiante du master 1 « Identités et mobilisations » à Sciences Po Rennes en 2011-2012, soit ici remerciée.

57. Il n'a pas été possible de réaliser d'entretiens auprès de militants des médias dans les communautés zapatistes autonomes. Malgré des demandes auprès de la *Junta de Buen Gobierno* d'Oventik (région de Los Altos, Chiapas), l'enquêteur pas été autorisé à effectuer d'interview ou d'observation auprès des zapatistes qui se chargent de cette radio. La démarche a consisté à demander une lettre de recommandation de la sous-directrice de la revue *Rebeldia*, à Mexico (un des organes officiels du mouvement zapatiste), auprès de la *Junta* d'Oventik. Malgré plusieurs allers-retours, une demande auprès d'*Enlace Zapatista* et *Enlace Civil*, une réponse négative a été donnée à ces demandes. Les quatre principales raisons qui ont été données sont les suivantes : le trop grand degré de précision des questions ; la situation « d'alerte rouge » dans laquelle se trouvaient les communautés zapatistes au moment de la réalisation de l'enquête, en raison de l'Autre Campagne ; le peu de temps libre des « *compañeros de Radio Insurgente* » qui étaient chargés de transmettre les informations heure par heure ; et l'absence du « Délégué zéro » (Marcos), sans qui il est impossible de faire des entretiens. Il a donc fallu utiliser des sources indirectes sur les médias zapatistes (voir chapitres 4 et 5 en particulier).

58. L'un a collaboré à la liste de diffusion *Chiapas95* à l'université d'Austin (Texas), une autre à la formation du projet binational *Chiapas Media Project* à Chicago (Illinois), lié à *Promedios* ; un troisième participe au collectif de *Radio Zapatista* situé à Berkeley (Californie) ; une quatrième est responsable des relations avec l'Amérique latine et des programmes sur les vidéos indigènes au sein du *Smithsonian National Museum of the American Indians* à New York. Parmi les militants français, l'un, s'est rendu plusieurs fois au Chiapas entre 2007 et 2010, pour le compte de l'association *Promedios France* et travaille comme salarié à la librairie Quilombo, à Paris. Cette librairie collabore étroitement avec le Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte (CSPLCL), dont le local se trouve situé dans le Centre international de Culture Populaire (CICP). Le second entretien a été réalisé avec un militant proche des milieux libertaires « autonomes »

Les grilles d'entretien consacrées aux réseaux militants et organisations de médias alternatifs ont été construites autour de quatre thèmes principaux : l'histoire des organisations ; leur organisation interne ; les réseaux de médias alternatifs et leurs publics ; leurs modes de production et la diffusion des informations. Les entretiens portant sur les propriétés sociales et les trajectoires biographiques des enquêtés ont également été structurés autour de quatre axes : leurs origines sociales ; leur entrée dans l'univers des « médias alternatifs » ; leur position actuelle au sein du réseau ou de l'organisation considérés ; leurs activités (professionnelles, politiques, de loisirs, etc.) en-dehors des médias alternatifs.

Par ailleurs, un questionnaire en espagnol a été distribué à Mexico en 2006, à une centaine d'exemplaires, auprès de participants du réseau de « médias libres » adhérents à la « Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone » (principalement au CML-DF et à *Radio Zapote*). Onze questionnaires sont revenus, soit un taux de réponse de 10 % environ. Il s'est avéré que la passation de questionnaire est un outil faiblement adapté à l'univers étudié, bien que fournissant des données sociologiques précieuses. Le questionnaire interrogeait les personnes sur des aspects personnels qui ont pu les surprendre ou susciter leur méfiance (ce qui a été expliqué à l'enquêteur lors d'une discussion informelle⁵⁹). En effet, une fraction des militants interrogés est insérée dans des réseaux qui pratiquent parfois la désobéissance civile ou des activités illégales. Les autres peuvent adopter un répertoire d'action légal mais être sujets à différentes formes de répression. Cependant, les résultats du traitement des onze questionnaires remplis (la passation s'est fait de main en main, ou par des intermédiaires) ne sont pas sans intérêt, bien qu'il faille se garder d'y voir une quelconque « représentativité » de la population étudiée⁶⁰.

L'enquêteur a également pu assister à des réunions internes de groupes de militants des médias de Mexico, au *Centro de Medios Libres del Distrito Federal*, et au *Centro Social Libertario Ricardo Florès Magón*. Par ailleurs, il a pu participer à un événement organisé par le CML-DF et *Radio Zapote*, dans un entrepôt désaffecté de la banlieue de Mexico, une expérience qui a fourni d'utiles renseignements sur les modes de financement et les formes de sociabilité militante d'une partie des médias alternatifs de la capitale.

Au fil des recherches, l'auteur a constitué un corpus tiré de sources et de supports variés : rapports d'ONG, biographies ou essais politiques de militants,

toulousains. Il a passé plusieurs années dans des communautés zapatistes du Chiapas sans être affilié à une organisation spécifique. Un troisième a contribué à une tournée de présentation organisée par *Promedios* en Cisjordanie, sans s'être jamais rendu personnellement au Chiapas. Son militantisme est plutôt ancré dans le mouvement pro-palestinien, mais il contribue à « importer » des productions vidéos zapatistes en Palestine. Un autre entretien a été réalisé avec un militant français, dans la mouvance de l'écologie politique et la critique radicale des médias, qui a effectué à la fois des missions de « solidarité internationale » en Palestine (au sein de l'AFPS), et qui s'est rendu en 2010 dans les États de Oaxaca et au Chiapas pour le compte du journal CQFD (Marseille).

59. Une des personnes interrogées explique ainsi que, avant de répondre au questionnaire, il s'est rendu sur le site Internet du laboratoire de rattachement de l'enquêteur. Sa méfiance est née du fait qu'il pensait que les chercheurs du laboratoire réalisaient des recherches financées par l'Union européenne.

60. Le questionnaire ainsi que les réponses sont présentés dans les annexes méthodologiques.

documentaires vidéo, articles de presse écrite ou documents Internet, des bandes dessinées ou des disques audio qui semblaient présenter un intérêt pour saisir les formes parfois inattendues de circulation internationale de l'imaginaire altermondialiste. Ces documents (environ 350) ont été classés en deux catégories principales : les documents imprimés d'un côté (monographies, périodiques, rapports, etc.), et les ressources électroniques d'un autre (Web, vidéo, audio).

Pour analyser la couverture médiatique des conflits chiapanèque par la presse conventionnelle et la presse alternative, sur la période 1994-2006, une méthode à la fois quantitative et qualitative a été mobilisée. Pour mesurer les effets des stratégies médiatiques du réseau zapatiste (présentées dans la seconde partie de l'ouvrage), les recherches quantitatives ont été menées à partir de mots-clés sur la base *Factiva* et les archives en ligne de différents journaux et magazines (voir chapitre 4). Sur le plan de l'analyse qualitative, l'intégralité des communiqués de l'EZLN sur une période de deux ans, du 1^{er} janvier 1994 au 1^{er} janvier 1996, a été analysée. Pour la période 1996-2006, une sélection de textes a été opérée, centrée particulièrement sur ceux qui traitaient de la question des médias, des mouvements altermondialistes et de la mondialisation néolibérale. Le corpus a été enrichi de la lecture d'environ 200 articles de la revue zapatiste *Rebeldía* (à partir de 2003).

En définitive, l'addition des recherches sur Internet, des données recueillies en entretien, par l'observation participante et le questionnaire, ainsi que l'analyse quantitative et qualitative d'un corpus « multimédia » s'est avéré être une entreprise chronophage mais fructueuse. Elle a permis à la fois d'adopter une démarche cumulative et de faciliter le travail de vérification des informations, par exemple lorsque les propos tenus en entretien par des acteurs étaient corroborés par les propos tenus par d'autres acteurs, par des informations recueillies sur des sources écrites ou électroniques, ou encore dans des analyses quantitatives. C'est notamment grâce au croisement des données qualitatives et quantitatives sur la couverture médiatique du conflit chiapanèque qu'a pu être élaborée l'hypothèse d'un rôle compensateur des « médias alternatifs » vis-à-vis de la couverture de la presse conventionnelle. Parallèlement, cela a permis d'analyser les stratégies médiatiques des acteurs sous différents angles, en fonction des contextes, de leurs processus de production et de diffusion, des propriétés et trajectoires des acteurs, ainsi que des contenus de leurs publications.

Plan de l'ouvrage

L'analyse présentée dans la première partie cherche à répondre à la question de savoir à quelles conditions les groupes militants qui composent le réseau zapatiste, doublement dominés dans l'ordre politique national et international, parviennent à diffuser la cause qu'ils défendent auprès de fractions des opinions publiques nationales et internationales, et à trouver des ressources de légitimation face à leurs opposants. La thèse défendue est qu'on ne peut saisir pleinement le processus d'internationalisation du capital politique des réseaux militants à partir de

modèles explicatifs reposant sur le postulat de rationalité en finalité des acteurs, ou sur une primauté ontologique des déterminismes structurels. L'objectif de la démonstration est de mettre en question la thèse, dominante dans les années 1990-2000 chez de nombreux acteurs et observateurs de l'altermondialisme, du « déterminisme technologique », selon lequel l'usage stratégique des technologies d'information et de communication (à commencer par Internet) constitueraient des facteurs structurants de la genèse et de l'essor de ce réseau transnational de militants. L'enquête indique en effet que leurs « stratégies » médiatiques sont très largement dépendantes de « stratégies » politiques - à commencer par la construction d'un cadre de lutte contre la mondialisation néolibérale qui, partant d'une lutte localisée (chapitre 1) portée à l'échelon national (chapitre 2) produit, autant qu'il est produit par, une transnationalisation de leur cause (chapitre 3).

La deuxième partie de l'ouvrage interroge les modèles d'analyse critique des médias d'information de masse, qui mettent en évidence leur rôle dans la reproduction de « l'hégémonie » des classes dominantes, ainsi que les travaux montrant que les situations de conflits armés sont propices au renforcement du consensus national et à la mise en place de techniques de propagande de masse systématiquement favorables au point de vue du plus fort. Existe-t-il des situations qui favorisent l'ouverture de « brèches » par lesquelles les groupes dominés peuvent pénétrer dans le champ de bataille médiatique? Comme le montre le cas du zapatisme, le recours à des stratégies de transnationalisation de la cause d'un mouvement social, facilitées par l'usage de technologies de communication comme Internet, apparaît comme une solution possible. Cependant, de telles stratégies ne sont pas toujours possibles ou pensables. Certaines conditions sociales doivent être réunies pour qu'elles puissent éventuellement devenir politiquement intéressantes ou envisageables par les protagonistes. Le conflit du Chiapas montre que, parmi ces conditions, le niveau et le type de médiatisation du conflit politique dans lequel les militants sont engagés jouent un rôle d'accélérateur ou de frein. C'est ce que montre le déclin de la couverture journalistique du conflit chiapanèque, en particulier après 2001 (chapitre 4), qui va conduire une partie des militants zapatistes à s'investir dans la mise en place d'un répertoire médiatique multiforme (chapitre 5), au point de constituer une dimension centrale du militantisme de certaines des organisations qui, au Mexique en particulier, composent le réseau (chapitre 6).